

MARCHÉ SENSIBLE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

DAF_2025_000587

**ACCORD-CADRE PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE, SUR BONS
DE COMMANDE**

EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 À R.2123-3
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Maître de l'ouvrage/ Acheteur :
ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France

Objet du marché :

Accord-cadre à bons de commande portant sur la réalisation de travaux de comblement de forage et de
dépollution industrielle des sols pour le périmètre du SID IDF

Lot n°1 : Travaux de comblement de forage
Lot n°2 : Travaux de dépollution industrielle des sols

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1.	OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
1.1.1.	<i>Objet de l'accord cadre.....</i>	5
1.2.	DECOMPOSITION DE L'ACCORD CADRE EN TRANCHES ET EN LOTS.....	6
1.2.1.	<i>Allotissement de l'accord cadre.....</i>	6
1.2.2.	<i>Décomposition en tranches.....</i>	6
1.3.	MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE.....	6
1.4.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ	6
1.4.1.	<i>Obligation de discrétion.....</i>	6
1.4.2.	<i>Accès au site.....</i>	7
1.4.3.	<i>L'accord cadre est un « contrat classé »</i>	8
1.5.	DESIGNATION DES INTERVENANTS	9
1.5.1.	<i>Délégation pour la signature des bons de commande et des décisions de réception.....</i>	9
1.5.2.	<i>Maîtrise d'œuvre.....</i>	9
1.5.3.	<i>Les autres intervenants</i>	9
1.6.	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (RGPD)	10
1.7.	MODALITÉS DES BONS DE COMMANDE	10
1.8.	FORMES DE NOTIFICATIONS DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS.....	11
1.8.1.	<i>Communication du Maître d'œuvre au titulaire</i>	11
1.8.2.	<i>Définition et objet des ordres de services</i>	11
1.8.3.	<i>Expédition des ordres de service à l'entrepreneur.....</i>	11
1.8.4.	<i>Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre.....</i>	12
1.8.5.	<i>Communication du maître d'ouvrage au titulaire.....</i>	12
1.9.	REGISTRE DE CHANTIER	12
2.	PIÈCES DE L'ACCORD CADRE.....	12
2.1.	PIÈCES PARTICULIÈRES CONTRACTUELLES	13
2.1.1	PIÈCES PARTICULIÈRES DE L'ACCORD-CADRE :	13
2.1.2	PIÈCES PARTICULIÈRES RELATIVES AU BON DE COMMANDE :	13
2.2.	PIÈCES PARTICULIÈRES NON CONTRACTUELLES	13
2.3.	PIÈCES GÉNÉRALES CONTRACTUELLES.....	13
2.4.	PIÈCES GÉNÉRALES NON CONTRACTUELLES	13
2.5.	PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE.....	13
3.	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.	14
3.1.	REPARTITION DES PAIEMENTS	14
3.2.	CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
3.2.1.	<i>Contenu des prix</i>	14
3.2.1.1.	Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les sujétions d'exécution suivantes sont réputées être prises en compte dans le prix :	14
	- la complexité de l'opération ;	14
	- toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution des travaux ; 14	
3.2.1.2.	Les sujétions d'exécution suivantes sont réputées ne pas être prises en compte dans le prix :	15
3.2.1.3.	En cas de groupement conjoint.....	15
3.2.2.	<i>Modalités de règlement des comptes du marché.....</i>	15
3.2.3.	<i>Approvisionnements</i>	16
3.2.4.	<i>Délai global de paiement</i>	17
3.2.5.	<i>Intérêts moratoires</i>	17
3.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	18
3.3.1.	<i>Type de variation des prix.....</i>	18
3.3.2.	<i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	18
3.3.3.	<i>Choix de l'index de référence.....</i>	18
3.3.4.	<i>Modalités d'actualisation des prix.....</i>	18
3.3.5.	<i>Modalités de révision des prix</i>	19
3.3.6.	<i>Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....</i>	19
3.4.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	19

3.4.1.	<i>Le paiement direct des sous-traitants</i>	19
3.4.2.	<i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	19
3.4.3.	<i>Modalités de paiement direct par virements</i>	20
3.5.	PAIEMENT DES COTRAITANTS	20
3.6.	RETENUE DE GARANTIE	20
3.7.	AVANCE	20
4.	DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	21
4.1.	DELAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX	21
4.2.	INTEMPERIES	21
4.3.	PENALITES.....	22
5.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	24
5.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
5.1.1.	<i>Interdiction de l'amiante</i>	24
5.2.	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS..	24
5.2.1.	<i>Caractéristiques et qualités</i>	24
5.2.2.	<i>Essais et épreuves</i>	25
6.	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	25
6.1.	PIQUETAGE GENERAL	25
6.2.	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	25
7.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	25
7.1.	PERIODE DE PREPARATION –PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	25
7.1.1.	<i>par les soins du maître d'œuvre :</i>	25
7.1.2.	<i>par les soins du coordonnateur SPS :</i>	25
7.1.3.	<i>par les soins du titulaire / des cotraitants :</i>	25
7.1.3.1.	Documents soumis au visa du maître d'œuvre :	25
7.1.3.2.	Documents non soumis au visa du maître d'œuvre :	26
7.1.3.3.	Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité	26
7.2.	PLANS D'EXECUTION- NOTES DE CALCULS- ETUDES DE DETAIL.....	27
7.3.	TRAÇABILITE DES DECHETS.....	27
7.4.	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	28
7.4.1.	<i>Facilités accordées pour l'installation de chantier</i>	28
7.4.2.	<i>Installations à réaliser par le titulaire du marché</i>	28
7.4.3.	<i>Mesures d'hygiène et de sécurité</i>	28
7.4.4.	<i>Mission du coordonnateur SPS :</i>	29
7.4.5.	<i>Mesures de sécurité particulières aux risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées.....</i>	30
7.4.5.1.	Fournitures de données nécessaires à l'élaboration de statistiques relatives aux chantiers	30
7.4.5.2.	Mesures de sécurité contre l'incendie	30
7.4.5.3.	Mesures à prendre par l'entreprise chargée de l'électricité	30
7.4.5.4.	Mesures en cas de climatisation du chantier	30
7.4.6.	<i>Pertes et avaries</i>	31
7.4.7.	<i>Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé</i>	31
7.5.	TRAVAUX NON PREVUS	31
7.6.	EXECUTION DES PRESTATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2112-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	31
8.	CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	32
8.1.	RECEPTION	32
8.1.1.	<i>Contrôle et réception des travaux</i>	32
8.1.2.	<i>Opérations préalables à la réception :</i>	32
8.1.3.	<i>Levée des réserves</i>	32
	<i>Les retards constatés dans la levée des réserves feront l'objet d'une pénalité de retard fixée à l'article 4.3 du présent CCAP.....</i>	32
8.1.4.	<i>Documents fournis après exécution.</i>	32
8.2.	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM).	32
9.	GARANTIES	33

9.1.	GARANTIES GENERALES	33
9.1.1.	<i>Garantie de parfait achèvement</i>	33
9.1.2.	<i>Garantie décennale</i>	33
10.	OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS	33
10.1	ASSURANCES.....	33
10.2	APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	33
11.	RESILIATION – INTERRUPTION DE TRAVAUX	34
12.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE MARCHE	35
13.	DIFFERENDS ET LITIGES	35
14.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	36

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales Travaux (C.C.A.G Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent accord-cadre. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP figure en dernière page.

Préambule : Le maître d'ouvrage est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés. L'acheteur est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

1.1. Objet de l'accord cadre

1.1.1. Objet de l'accord cadre

Le présent marché est accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande sur bordereaux de prix unitaires (BPU), sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur, en application des articles R.2162-2 et R.2162-4 du Code de la commande publique.

Il a pour objet la réalisation de travaux de comblement de forage et dépollution industrielle des sols sur les emprises relevant du périmètre du service d'infrastructure de la défense d'Ile-de-France (SID IDF) et soutenues par ses organismes subordonnés (unités de soutien de l'infrastructure de la défense – USID).

Chaque opération fera l'objet d'une commande dans les conditions définies à l'article 1.7 du présent CCAP.

1.1.2. Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

La durée de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'accord-cadre est reconductible tacitement, au maximum trois (3) fois, à la date anniversaire de sa notification, par période de douze (12) mois, sauf en cas de décision expresse de non reconduction prise par le représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période de validité en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à sa reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction, il n'aura droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de reconduire tous les lots et il peut être procédé à la reconduction d'un ou plusieurs lots.

1.1.3. Durée de validité des bons de commande

La personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande avant le terme de l'accord-cadre dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de l'accord-cadre. La durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder six (6) mois par rapport à cette date.

1.1.4. Dérogation au principe d'exclusivité

Le RPA s'engage à avoir recours au présent accord-cadre pour la réalisation de travaux de comblement de forage et de dépollution industrielle des sols pour le périmètre du SID IDF.

Toutefois, le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour :

- les opérations nécessitant la possession ou l'obtention d'une habilitation au secret de la défense nationale délivrée par l'autorité d'habilitation du MINARM ;
- les opérations sensibles nécessitant le contrôle élémentaire de la personne morale ;
- toute opération dont le recours au présent accord-cadre serait jugé comme inadapté.

1.2. **Décomposition de l'accord cadre en tranches et en lots**

1.2.1. Allotissement de l'accord cadre

Le présent accord-cadre se décompose en deux (2) lots répartis de la manière suivante :

- Lot n°1 : Travaux de comblement de forage
- Lot n°2 : Travaux de dépollution industrielle des sols

1.2.2. Décomposition en tranches

Il n'est prévu aucune décomposition en tranches.

1.3. **Montant maximum de l'accord-cadre**

Les montants maximums de chaque lot sont précisés ci-dessous :

	Montants maximums H.T Sur la durée maximum de l'accord-cadre soit 4 ans
Lot 1	1 600 000,00 €
Lot 2	2 400 000,00 €

1.4. **Obligation de confidentialité et de sécurité**

1.4.1. Obligation de discrétion

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre intéressent la défense nationale. En conséquence, le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG Travaux.

En référence à l'article 5.1.1 applicable aux marchés publics de travaux, il est précisé que toute information, document ou élément relatif aux objets mis au jour dans le cadre des opérations présente un caractère confidentiel. Dans ce cadre, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

La décision de communiquer ces informations, documents ou éléments appartient au RPA. Toute société ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement des opérations détient des informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les opérations. Pour tout manquement aux obligations de discrétion, l'accord-cadre peut être résilié aux frais et pour faute du contractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.4.2. Accès au site

Les conditions d'accès pouvant varier d'un site à l'autre, le maître d'ouvrage/le maître d'œuvre précisera au titulaire les formalités à accomplir à l'occasion de l'émission de chaque bon de commande.

Les travaux ayant lieu sur le domaine militaire, l'attention du titulaire est attirée sur les prescriptions de l'article 5 du C.C.A.G Travaux et notamment son article 5.3. L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant au chantier fera l'objet d'une enquête administrative lors de la période de préparation. L'enquête administrative (contrôle primaire) est effectuée dans un délai moyen de deux mois. La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le représentant de l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Les dispositions suivantes seront notamment appliquées :

Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire de chaque lot pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire de chaque lot devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Les ouvriers devront avoir en port apparent le badge de l'entreprise en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre ou du conducteur d'opération (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).

Contrôle des accès

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par la maîtrise d'œuvre. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée à la maîtrise d'œuvre dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le représentant de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.4.3. L'accord cadre est un « contrat classé »

Le présent accord cadre est un marché dit SENSIBLE.

1.4.3.1. Dispositions générales.

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/Travaux, et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- Les articles 413-9 et 413-12 du code pénal.

1.4.3.2. Obligations du titulaire.

Le titulaire reconnaît :

- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle (annexe n°1 au CCAP) par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Le titulaire s'engage :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'acheteur, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément à l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves d'avoir remplis les obligations citées dans le paragraphe précédent.

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

1.5. Désignation des intervenants

1.5.1. Délégation pour la signature des bons de commande et des décisions de réception

La signature des bons de commande et des décisions de réception sont organisées conformément à la « *décision portant délégation de signature en matière de marchés publics et d'accords-cadres* » du service d'infrastructure de la défense d'Ile-de-France en vigueur le jour de leur notification.

1.5.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services du service d'infrastructure de la défense d'Ile-de-France.

Le maître d'œuvre sera précisé sur chaque bon de commande.

Le représentant de la maîtrise d'œuvre est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés sont à la charge des entreprises.

1.5.3. Les autres intervenants

Le cas échéant, les noms et les missions seront communiqués au titulaire dès connaissance par le maître d'œuvre.

a) Contrôleur technique (CT)

Sans objet

b) Coordination Sécurité – Protection de la santé (CSPS)

Un coordonnateur peut être désigné pour la (ou les) phase(s) conception et/ou réalisation en fonction des conditions de l'opération objet du bon de commande.

Les remarques formulées au cours du chantier par le coordonnateur SPS doivent être observées et ne peuvent pas faire l'objet d'une majoration des coûts.

c) Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement pilotage et coordination est assurée par la maîtrise d'œuvre. Toutefois, le titulaire assurera, durant toute la durée du chantier, l'échelon de synthèse (gestion des interfaces et des limites de prestations entre l'ensemble des plans et élaboration des plans de synthèse avant envoi au maître d'œuvre pour visa).

Exceptionnellement les travaux peuvent être exécutés sous la responsabilité d'un maître d'œuvre privé dûment missionné par le maître de l'ouvrage.

d) Coordination système de sécurité incendie (SSI)
Sans objet

1.6. Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Sans objet.

1.7. Modalités des bons de commande

Les besoins font l'objet de bons de commande, envoyés par voie dématérialisée ou par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Les bons de commande sont écrits, datés, signés et numérotés.

Ils sont obligatoirement signés par le représentant du pouvoir adjudicateur :

Services concernés	Représentant du pouvoir adjudicateur
Pour les opérations relevant du Bureau Prévention Maîtrise des Risques et Environnement (BPMRE)	Adjoint au directeur chargé des opérations
Pour les opérations relevant de la division investissements	Chef de la sous-direction investissements du service d'infrastructure de la défense d'Ile-de- France

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG Travaux, ils sont notifiés par le maître d'œuvre au titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre au règlement de prestations que dans la mesure où elles sont fait l'objet d'un bon de commande écrit.

En cas de groupement, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement. La part de chaque cotraitant sera précisée sur chaque bon de commande.

Conformément à l'article 3.7.3 du CCAG Travaux, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Chaque besoin fera l'objet d'un bon de commande qui précisera :

- Les références de l'accord-cadre (numéro et date) ;
- Les références du bon de commande (numéro et date) ;
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande (n° d'EJ) ;
- Le numéro du service exécutant ;
- Le nom du service à l'origine de la commande ainsi que les coordonnées de l'interlocuteur du SID ;
- L'identité du représentant du maître d'œuvre ;
- Le lieu d'exécution de l'opération ;
- L'intitulé de l'opération ;
- La description des travaux à réaliser ;
- Les éventuelles indications de contraintes d'exécution et exigences particulières ;
- Les éventuelles précisions relatives aux formalités à accomplir pour les accès au site ;
- Le délai de la période de préparation (si différente d'un mois non comprise dans le délai d'exécution des travaux) ;
- La date de démarrage de la période de préparation ;
- Le délai d'exécution des travaux ;

- La date de début d'exécution des travaux (si elle est connue par le RPA sinon la date prévisionnelle avec un démarrage par ordre de service) ;
- L'organisme chargé de l'inspection du travail ;
- La date de l'inspection préalable éventuelle ;
- Éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement acceptés par le RPA ;
- Les prix unitaires et les quantités nécessaires pour l'opération ;
- Les montants HT et TTC de l'ensemble des prestations calculés sur la base des prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU), éventuellement révisés.

1.8. Formes de notifications des documents et informations

1.8.1. Communication du Maître d'œuvre au titulaire

L'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du maître d'œuvre (MOe) avec l'entreprise titulaire d'un marché public de travaux pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Cette durée s'étend de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

1.8.2. Définition et objet des ordres de services

Un ordre de service est établi pour faire connaître à l'entrepreneur toutes les dispositions de conduite des travaux émanant du maître d'œuvre et transmettre le cas échéant les décisions ou mise en demeure du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Conformément à l'article 2 du CCAG travaux, l'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, l'ordre de service doit être écrit, signé, daté et numéroté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.1, les ordres de services entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant et qui auront fait préalablement l'objet d'une validation du maître d'ouvrage, ne seront pas accompagnés d'une justification de cette validation. En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir de cette absence de justification de validation du maître d'ouvrage pour fonder son refus d'exécuter les prestations objets de cet ordre de service.

1.8.3. Expédition des ordres de service à l'entrepreneur

L'OS est adressé à l'entrepreneur ou en cas de groupement au mandataire, sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Une copie de chaque OS à destination de l'entrepreneur est adressée au représentant du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (courriel).

L'entrepreneur retourne immédiatement un exemplaire au maître d'œuvre après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de sa réserve au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage conformément à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. Travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, aucune observation du titulaire ne justifie la suspension du délai d'exécution d'un ordre de service à l'initiative de ce dernier.

Par dérogation à l'article 3.8.6 du CCAG Travaux, les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives reconnues comme telles par le maître d'ouvrage, qui ne sont pas du fait du titulaire et qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à rémunération complémentaire dans les conditions de l'article 7.5 du présent CCAP.

Dans le cas d'une notification au titulaire de décisions qui font courir un délai ou établissent un point de départ pour des pénalités, les ordres de service seront notifiés par la maîtrise d'œuvre soit sous forme dématérialisée (courriel), soit par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé.

1.8.4. Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre

Durant la période d'exécution du marché et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le maître d'œuvre conserve les ordres de service originaux et tient une liste de ces ordres à jour. Celle-ci doit pouvoir être communiquée à tout moment au maître de l'ouvrage sur sa demande.

1.8.5. Communication du maître d'ouvrage au titulaire

Conformément à l'article 3.1.1 du C.C.A.G. Travaux, les décisions pourront être notifiées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé, soit par voie dématérialisée.

1.9. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, le registre de chantier est tenu par le titulaire de l'accord-cadre.

Il est mis à la disposition chaque fois qu'il en est requis.

Le registre de chantier est ouvert par le titulaire. Il comporte des pages recto-verso numérotées contenant l'objet du chantier en entête de page ainsi que la numérotation et la signature du représentant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre en bas de page.

2. PIECES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après.

2.1. Pièces particulières contractuelles

2.1.1 Pièces particulières de l'accord-cadre :

- 1) l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- 2) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
 - annexe n°1 : déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible ;
 - annexe n°2 : guide de démarrage – déclarer un sous-traitant (subclie) ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- 4) le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- 5) le mémoire technique remis à l'appui de l'offre ;

2.1.2 Pièces particulières relatives au bon de commande :

- 1) le bon de commande ;
- 2) la fiche synthétique de l'opération ;
- 3) les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître de l'ouvrage ;
- 4) les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'œuvre ;
- 5) le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (le cas échéant) ;
- 6) Les actes de sous-traitance, étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de prix et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

2.2. Pièces particulières non contractuelles

- 1) le détail quantitatif estimatif

2.3. Pièces générales contractuelles

Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG Travaux, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3-3-2 du présent CCAP sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

- 1) Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie
- 2) Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur lors de la notification du marché
- 3) Cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) dont la liste est consultable sur les sites suivants : www.cstb.fr et www.afnor.org.

2.4. Pièces générales non contractuelles

- 1) L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.5. Pièces à délivrer au titulaire

Conformément à l'article 4.2 du CCAG Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le

marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

L'accord-cadre ne comportant aucun montant minimum, un exemplaire unique ne peut être délivré que pour chaque bon de commande.

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.

3.1. Répartition des paiements

Chaque bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants éventuels,
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants éventuels.

3.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du C.C.A.G Travaux, les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA. Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application de prix unitaires définis aux bordereaux des prix unitaires (BPU) exprimés en euros (€).

3.2.1.1. Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les sujétions d'exécution suivantes sont réputées être prises en compte dans le prix :

- la complexité de l'opération ;
 - toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution des travaux ;
 - les frais découlant des restriction d'accès aux sites ;
 - les frais d'établissement des documents ;
 - les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
 - le temps passé sur site, en réunion et les déplacements ;
 - les dépenses liées aux mesures de sécurité particulière à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées ;
 - tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du représentant de l'acheteur et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations, dont l'assurance de responsabilité décennale pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du Code des assurance, y compris dans le cas où il apparaîtrait nécessaire a/aux entreprise(s) titulaire(s) de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale ;
 - les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, notamment celles relatives à la lutte contre la propagation de la COVID-19, et aux contraintes sanitaires qui y sont liées ;
 - les dépenses liées à l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du bâtiment dans lequel les travaux sont exécutés ;
 - les dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion environnementale du chantier ;
 - entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et les installations des contenants, la collecte et le transport.
- Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toutes réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire. En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filiale équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de la dite filiale par le maître d'ouvrage.
- les dépenses liées à l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité

intérieure du site sur lequel les travaux sont exécutés ;

- le chargement, le transport, le déchargement, la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, les engins de levage nécessaires, les nacelles d'accès, l'aménagement d'une aire de stockage ;
- les diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux ;
- les frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux ; les demandes d'autorisation sont à la charge du service et les frais inhérents à ces procédures sont réputés à la charge de l'entreprise.

3.2.1.2. Les sujétions d'exécution suivantes sont réputées ne pas être prises en compte dans le prix :

Sans objet.

3.2.1.3. En cas de groupement conjoint

Le montant du poste « frais de coordination » sera inclus dans l'offre du mandataire du groupement et sera réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet des divers corps d'état, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution de ces corps d'état.

Les prix de chaque corps d'état sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant auquel le corps d'état est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au corps d'état assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

3.2.2. Modalités de règlement des comptes du marché

A. Demande de paiement.

Après exécution des prestations d'une commande, l'entrepreneur transmet la facture correspondante dans les conditions prévues au présent article.

Avant dépôt de la facture sur chorus par le titulaire du marché, le représentant du maître d'œuvre :

- soit certifie la facture et procède alors au paiement dans les conditions indiquées ci-après ;
- soit la rectifie et la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, les primes et les réfections imposées. Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG Travaux, seules les factures rectifiées seront notifiées au titulaire.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, le titulaire devra présenter ses demandes de paiement sous forme de factures détaillées faisant ressortir obligatoirement :

- Le numéro, l'objet et la date de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande (les factures ne pourront regrouper plusieurs commandes sous peine de rejet) ;
- La date du bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- Le numéro du service exécutant (D10711L078) ;
- Les noms et adresse du créancier ;
- La raison sociale du créancier, sa forme juridique, son capital ;
- La référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- Le n° SIREN ou SIRET ;
- La date et le numéro de la facture ;
- Le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Les quantités, prix unitaires, montant HT et montant TTC avec mention du remboursement d'avance le cas échéant ;
- La date de facturation ;

- La signature du titulaire.

Par dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux, le marché ne donnera pas lieu à la demande de paiement finale et à l'établissement d'un décompte général. L'entrepreneur dispose d'un délai de quarante-cinq jour compté à partir de la date de la dernière facture remise dans le cadre du marché pour adresser au maître d'œuvre aux fins de transmission au RPA s'il le juge utile les réserves prévues par l'article 12.4.4 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance à paiement direct, la ou les facture(s) de la (ou des) société(s) sous-traitante(s) devra(devront) être paraphée(s) « bon pour accord » et visée(s) par le titulaire du marché (avec le tampon de la société titulaire).

En l'absence d'un document ou de l'une des mentions précitées ou encore d'une quelconque disposition réglementaire telle que prévue à l'article 242 nonie du code général des impôts ou encore dans le cas de remise de facture avant achèvement des prestations à régler, la facture sera rejetée sans donnée droit à paiement d'intérêt moratoires.

Par dérogation à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, le montant des révisions de prix à régler à l'entreprise n'est pas établi par le titulaire, mais calculé par la personne publique lors de chaque reconduction et dans le respect des conditions prévues à l'article 3.3 du présent document.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de notifier au titulaire le montant des révisions de prix dans le délai de 10 jours après la publication de l'index de référence.

B. « Facturation » dématérialisée.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Pour déposer les factures, dans l'onglet « factures émises » (A1-factures simples), le titulaire doit disposer du n° de l'engagement juridique figurant sur le bon de commande ainsi que du code SE : D10711L078 et utilisera le SIRET État : 11000201100044 et le numéro d'engagement juridique du bon de commande.

Le titulaire est informé que les demandes de paiement effectuées sur le portail sécurisé CHORUS et ayant des erreurs ou des manques sur les informations citées précédemment, sont automatiquement bloquées ou non payées.

Il est donc demandé au titulaire d'être extrêmement vigilant sur la composition de ses factures car le RPA ne dispose d'aucune visibilité sur le portail.

Les factures seront déposées dans l'onglet « factures émises » (A1-factures simples). Pour toutes questions relatives au paiement, écrire à l'adresse suivante :

sid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr

3.2.3. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnements.

3.2.4. Délai global de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable.

A titre indicatif, et sans présumer d'un changement de réglementation en vigueur applicable, le délai global des paiements interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

Pour les avances, acomptes et soldes, conformément aux dispositions de l'article premier du titre premier du décret n°2002-232 du 21 février 2002, le point de départ du délai global de paiement est :

- pour l'avance : la date de notification des bons commandant des prestations d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'un délai supérieur à deux mois.
- pour les acomptes : la plus tardive des deux dates suivantes :
 - la date de réalisation du fait technique ouvrant droit à paiement,
 - la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

En cas de sous-traitance ou cotraitance

Le délai global de paiement des sous-traitants payés directement est identique à celui prévu pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement des sous-traitants court à partir de la réception de leurs demandes de paiement, telles que transmises par le titulaire.

Si le titulaire n'a donné aucune suite à une demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé au cotraitant ou au sous-traitant concerné dans les délais indiqués à l'article R.2193-12 du Code de la commande publique, ce cotraitant ou ce sous-traitant envoie directement sa demande de paiement au conducteur d'opération par lettre recommandée avec avis de réception postal ou la lui remet contre un récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet. Le délai global de paiement de ce cotraitant ou de ce sous-traitant court à partir de la réception par le conducteur d'opération de sa demande de paiement.

Point de départ du délai global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement, ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande du titulaire.

Suspension du délai global de paiement

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le représentant du pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus. Cependant, le délai global de paiement de chaque commande ne peut être suspendu qu'une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester d'une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de la commande est alors interrompu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, un nouveau délai global de paiement est ouvert. Il est de 30 jours (article R. 2192-29 du code de la commande publique).

3.2.5. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €, due le 1^{er} jour de retard, s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus.

3.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1. Type de variation des prix

Les prix sont **fermes et définitifs** pour la période initiale de l'accord-cadre (douze mois). Pour les années suivantes, ils sont **révisables** suivant les modalités fixées au 3.3.2 à 3.3.6.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres indiqué en page de garde du présent C.C.A.P.
Ce mois est appelé " mois zéro ".

En cas de négociation, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où la négociation a été finalisée et au cours duquel l'entrepreneur a signé sa dernière proposition de prix, documents intitulés « bordereau des prix unitaires final après négociation » et « acte d'engagement final après négociation ».
Ce mois est appelé " mois zéro ".

3.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du présent accord-cadre est l'index désigné ci-après :

Index	Définition
TP01	Index général tous travaux

publié sur le site internet à l'adresse : www.insee.fr

Les pénalités ne sont pas révisables.
Les indemnités éventuelles ne font pas l'objet d'une variation de prix.

3.3.4. Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

3.3.5. Modalités de révision des prix

La révision des prix du bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre sera effectuée à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n/I_0)$$

dans laquelle :

- C_n : coefficient de révision ;
- I_0 : valeur prise par l'index de référence au mois zéro ;
- I_n : valeur prise par l'index de référence au moment de la reconduction.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante : $PN \times (I_0 / I_n)$ dans laquelle, I_0 et I_n représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN).

3.3.6. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.4. Paiement des sous-traitants

3.4.1. Le paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L. 2193-10 du Code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant total du marché.

Ce seuil s'applique en effet aux marchés de services, de travaux ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service, passés par les services de la Défense, notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles.

3.4.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

3.4.3. Modalités de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire joint les pièces justificatives, ainsi que la demande de paiement établies par les sous-traitants revêtue de son acceptation ou de son refus motivé, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et exclu la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, ce dernier joint en double exemplaire une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclu la TVA.

Sous-traitance de second rang

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le R.P.A.

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des attestations sur l'honneur usuelles. Ces documents seront ensuite transmis au titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au R.P.A., après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial.

Le sous-traitant de premier rang devra fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé.

Le non-respect de cette condition rend la sous-traitance nulle.

3.5. Paiement des cotraitants

La remise de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant du groupement conjoint, acceptation de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

3.6. Retenue de garantie

Sans objet.

3.7. Avance

L'option A de l'article 10.1 du C.C.A.G/ Travaux s'applique au présent marché.

Une avance, pour chaque bon de commande, est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique sont remplies.

Si le délai est inférieur ou égal à 12 mois :

Le délai initial N d'exécution du bon de commande exprimé en mois n'excède pas douze (12) mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du bon de commande.

Si le délai est supérieur à 12 mois :

Le délai initial N d'exécution du bon de commande est supérieur à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal au produit de 30 % du montant initial du bon de commande par $12 / N$, N étant la durée du bon de commande exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure à sur facture atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux dû à chaque cotraitant dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de l'avance. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque corps d'état est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

4. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai (s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux proprement dit sera fixé dans chaque bon de commande, sans que ce délai ne puisse se prolonger plus de six (6) mois après la date limite de validité de l'accord-cadre. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée sur le bon de commande ou sur l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux. Il ne pourra en aucun cas, être changé sans accord écrit de la personne ayant le pouvoir de signer les bons de commande. La période de préparation ne sera pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

4.2. Intempéries

Conformément au dernier alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G Travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours ouvrables.

Les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après sont réputés comme normalement prévisibles tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites quand elles sont prévues ci-dessous, sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>	<i>Durée</i>
<i>Pluie</i>	<i>10 mm par jour</i>	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Neige</i>	<i>10 cm par jour</i>	<i>5 jours consécutifs</i>
<i>Température sous abri</i>	<i>-5°C à l'ouverture du chantier</i>	<i>x</i>
<i>Température sous abri</i>	<i>+ 35°C à l'ouverture du chantier</i>	<i>x</i>
<i>Vent</i>	<i>70km/h</i>	<i>Au moins 3 rafales avec 3 heures</i>

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, seules les intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers réellement constaté seront prises en compte pour une prolongation de délai.
Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo la plus proche du site ou les travaux seront exécutés.

4.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total n'excéderait pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total du bon de commande concerné.

PENALITES POUR RETARD :	
Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux	
Période	Montant en Euros HT
Pendant la période de préparation <i>le titulaire subit une pénalité journalière</i>	En cas de retard dans l'exécution d'une commande, le titulaire subit une pénalité journalière égale à : ⇒ 40 € HT pour une commande d'un montant inférieur à 10 000 € HT ⇒ 90 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 10 000 € HT et inférieur à 50 000 € HT ⇒ 150 € HT pour une commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT
Pendant l'exécution des travaux <i>le titulaire subit une pénalité journalière</i>	En cas de retard dans l'exécution d'une commande, le titulaire subit une pénalité journalière égale à : ⇒ 40 € HT pour une commande d'un montant inférieur à 10 000 € HT ⇒ 90 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 10 000 € HT et inférieur à 50 000 € HT ⇒ 150 € HT pour une commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT
PENALITES POUR NON REMISE DES DOCUMENTS	
Document	Montant en Euros HT
Pendant la période de préparation <i>En cas de retard dans la production des documents demandés à l'article 7-1 du C.C.A.P. qui doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard dix (10) jours avant le dernier jour de la période de préparation.</i> <i>Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.</i>	75 euros HT / jour et par document
Pendant l'exécution des travaux <i>Retard dans la production de documents demandés pendant l'exécution des travaux (OS inclus).</i>	75 euros HT / jour et par document

<p>Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.</p>	
Après l'exécution des travaux	
<p>En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une retenue est opérée pour chaque bon de commande pour l'ensemble des documents et elle est opérée tant que la totalité des documents n'a pas été fournie, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G TRAVAUX sur les sommes dues au titre du bon de commande concerné.</p>	Retenue de 2 000 euros HT / bon de commande
<p>En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 8.1.4 du présent CCAP</p>	<p>Pénalité de 75 euros par jour de retard / par document.</p> <p>Le montant de cette pénalité est plafonné au montant de la retenue provisoire.</p>
<p>A la réception du ou des documents concernés, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.</p> <p>La retenue provisoire sera levée dès remise de l'intégralité des documents dus indépendamment des pénalités qui pourraient être appliquées. La remise d'un document s'entend sous une forme achevée et acceptée par le maître de l'ouvrage ; la remise d'un document non abouti n'interrompt pas le décompte du délai.</p> <p>A cet effet, le titulaire est invité à transmettre pour avis à la personne publique toute version intermédiaire qu'il jugera utile, sans toutefois que le délai pris par la personne publique pour émettre un avis n'interrompe le décompte du délai.</p>	
PENALITES DIVERSES	
Objet	Montant en € HT
Sous-traitance illégale	
<p>Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service du maître d'œuvre.</p> <p>Le titulaire est tenu d'inclure dans le sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant du pouvoir adjudicateur une clause prévoyant « la résiliation du sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.</p>	1 500 € HT / sous-traitance
Lutte contre le travail dissimulé	
<p>En cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article 10.2 du CCAP ou lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.</p> <p>En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités et/ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.</p>	10% du montant hors taxes du bon de commande, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Absence aux réunions de chantier	

<i>En cas d'absence au rendez-vous de chantier et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire est appliquée par absence du titulaire dûment convoqué.</i>	Pénalité de 150 € HT par absence du titulaire dûment convoqué.
Port du badge de l'entreprise	
<i>En cas de non-respect de l'obligation du port apparent du badge de l'entreprise en application de l'obligation réglementaire imposant aux ouvriers de détenir et être en capacité de présenter leurs cartes d'identification professionnelle du BTP sur demande du maître d'œuvre (cf. Décret n°2016-175 du 22/02/2016).</i>	50 € HT par ouvrier et par constat journalier.
Manquement à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation du chantier	
<i>En cas de manquement à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation du chantier. Cette pénalité forfaitaire sera appliquée sur simple constat du maître d'œuvre.</i>	100 euros HT par infraction constatée
Utilisation du télé-service TrackDéchet.	
<i>En cas de manquement à l'obligation d'utiliser le télé-service TrackDéchet</i>	100 euros HT par infraction constatée
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	
<i>Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	100 € HT / jour
Levée des réserves	
<i>En cas de retard constaté dans le levée des réserves émises à la réception</i>	Pénalité de 100 euros par jour de retard/ par réserve non levée à la date fixée par décision de réception.
Dispositions environnementales	
<i>En cas de non-respect des dispositions environnementales</i>	500 € HT / non-respect

5. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

5.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

5.1.1. Interdiction de l'amiante

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une déclaration « en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce, en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs pour le premier au « formulaire de déclaration en vue d'exception à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

5.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

5.2.1. Caractéristiques et qualités

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G TRAVAUX et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé à la charge de l'entrepreneur.

5.2.2. Essais et épreuves

Les essais et épreuves sont précisés à l'article 2.5 – Contrôle et réception des travaux du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

6. IMPLANTATION DES OUVRAGES.

6.1. Piquetage général

Sans objet.

6.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Les modalités de piquetage seront définies le cas échéant dans les stipulations de la commande.

7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation –Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 18.1 et à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux :

- la période de préparation ne sera pas comprise dans le délai d'exécution des travaux de chaque bon de commande ;
 - elle sera d'un (1) mois pour chaque opération à compter de la date fixée dans le bon de commande ;
- En cas de durée différente, celle-ci sera précisée dans le bon de commande correspondant.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

7.1.1. par les soins du maître d'œuvre :

- délivrance des autorisations d'accès comme défini à l'article 1.4. ci-dessus ;
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux.

7.1.2. par les soins du coordonnateur SPS :

- communication au titulaire des noms et adresses des autres entrepreneurs cocontractants de l'administration pour le chantier et transmission, sur demande, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des autres entrepreneurs ;
- constitution du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail VINGT ET UN (21) jours avant le début effectif des travaux (le cas échéant).

7.1.3. par les soins du titulaire / des cotraitants :

7.1.3.1. Documents soumis au visa du maître d'œuvre :

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.3 du présent C.C.A.P.
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G Travaux.

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.

- établissement des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G Travaux et à l'article 7.2 ci-après ;

- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels.

Les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

7.1.3.2. Documents non soumis au visa du maître d'œuvre :

- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 10 ci-après ;
- d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, cette attestation devra certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si travaux en interférence avec des réseaux (EDF-GDF...) :

- établissement de la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) et expédition 10 jours au moins, jours fériés non compris, avant la date de début des travaux aux organismes concernés, en application de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Chantier fermé vers l'extérieur et ouvrant sur le domaine militaire	Chantier ouvert vers l'extérieur
Ministère des Armées Contrôle général des armées Inspection du travail dans les armées 60 boulevard du Général Martial Valin CS 21623 75509 PARIS CEDEX 15	Inspecteur du travail civil

(cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, co-traitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

7.1.3.3. Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

Ces documents sont à remettre au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre et l'accord du coordonnateur SPS.

Si pas de coordination SPS mais application de l'arrêté du 19 mai 2020 :

- Etablissement du plan d'installation de chantier et du plan d'hygiène et de sécurité en respectant les mesures prévues dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense, et après inspection commune organisée par le maître d'œuvre.
- L'absence de remise au maître d'œuvre des documents ci-dessus fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Si coordination SPS niveau III :

- Etablissement du plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé prévue par la sous-section 2 du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 après inspection commune organisées par le coordonnateur.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier simplifié fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Si coordination SPS niveau I ou II :

- Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisées par le coordonnateur. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Si collège interentreprises (en cas de CSPS de niveau I) :

- Fourniture des noms des 2 représentants de chaque entreprise (titulaire, cotraitants et sous-traitants) pour la participation au CISSCT dans la deuxième quinzaine de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (titulaire, cotraitants et sous-traitants et travailleurs indépendants).

- Mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

La liste ci-dessus est non exhaustive ; elle pourra éventuellement être complétée par les dispositions du CCTP ou en cours de période de préparation.

7.2. Plans d'exécution- notes de calculs- études de détail

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux.

7.3. Traçabilité des déchets

Conformément à l'article 1 du décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments, la transmission par voie dématérialisée des bordereaux de suivi de déchets dangereux s'impose depuis le 1 juillet 2022.

Dans le cadre de l'obligation réglementaire du producteur de déchet (Arrêté du 31 mai 2021), le SID impose dans le cadre du présent marché, d'utiliser le télé-service Track-Déchet pour l'ensemble des déchets (dangereux, non dangereux, inertes, terres excavées et sédiments) produits dans le cadre de l'opération.

La transmission des BSD doit être réalisée via la plateforme TrackDéchet, accessible à l'adresse suivante : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Les bordereaux sont générés par le SID IDF en tant que producteur à l'exception des BSDA et dans le cas de l'existence du statut de « courtier » au sein de l'entreprise titulaire. Afin d'éditer les bordereaux, les entreprises devront contacter le BPMRE via l'adresse suivante : sid-ile-de-france.charge-env.fct@intradef.gouv.fr

Les entreprises amenées à traiter les déchets amiantés et les entreprises ayant le statut de courtier pourront générer les BSDA et BSD via le télé service en veillant à bien renseigner « SID IDF – SIRET 13000190200167 » comme producteur et en mentionnant qu'il s'agit d'un « non particulier ».

Les modalités d'organisation précises seront définies en période de préparation.

7.4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Seules les stipulations du C.C.A.G Travaux sont applicables.

7.4.1. Facilités accordées pour l'installation de chantier

Aucune facilité ne sera accordée pour l'installation de chantier.

Le chantier devra être 100% autonome. Les titulaires de chaque lot devront être totalement indépendants pour la gestion des fluides.

7.4.2. Installations à réaliser par le titulaire du marché

Chaque entreprise devra les installations de chantier propre à ses besoins et conformément à la réglementation en vigueur.

7.4.3. Mesures d'hygiène et de sécurité

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire :

Si application de l'arrêté du 19 mai 2020 :

- Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises (arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense), et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Il s'engage à lui faire connaître les informations prévues aux paragraphes 1.5 et 3.5 de cette instruction. Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Si coordination SPS niveau III :

Le chantier est soumis aux articles R.4532-56 à R.4532-74 du Code du travail relatif à l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire doit donner suite aux consignes formulées par le coordonnateur S.P.S en phase de réalisation dans les conditions fixées par le document, lui précisant l'autorité et les moyens du coordonnateur.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. se substitue à celui-ci pour exercer ses pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire.

Si coordination SPS niveau I ou II :

Le chantier est soumis aux articles R4532-42 à R4532-51 du Code du travail en ce qui concerne l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire doit donner suite aux consignes formulées par le coordonnateur S.P.S en phase de réalisation dans les conditions fixées par le document, lui précisant l'autorité et les moyens du coordonnateur.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. se substitue à celui-ci pour exercer ses pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire.

Si collège interentreprises (en cas de CSPS de niveau I) :

Le chantier est soumis aux articles R.4532-77 à R.4532-94 du Code du travail. En conséquence, les entreprises seront tenues, outre les obligations qui découlent de l'article précédent, de participer aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT) qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur. Ce collège est présidé par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné pour la phase de réalisation.

- Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

7.4.4. Mission du coordonnateur SPS :

La mission du coordonnateur SPS prend fin à la date de fin de la garantie de parfait achèvement du marché de travaux.

A/ Présence du coordonnateur SPS sur le chantier

Le coordonnateur SPS est présent sur le chantier au moins une (1) par semaine

- visites organisées à son initiative : il en avise préalablement le représentant de l'acheteur. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l'ouvrage ou son représentant si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentant d'entreprises. Les comptes rendus de visite sont portés sur le registre journal de la coordination ; il précisera le temps de visite, son objet, les observations.
- Réunion de chantier hebdomadaire : le coordonnateur participe à chaque réunion de chantier destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et la sécurité du chantier. Le procès-verbal de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître de l'ouvrage au coordonnateur qui formulera ses observations éventuelles.

B/ Obligations de sécurité en cours de chantier

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de réglementation dans le domaine de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles ne donneront pas lieu à la conclusion d'un avenant. Les modifications devront obligatoirement être prises en compte par le titulaire.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phase de réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci et prend si nécessaire et simultanément les mesures d'urgence qui s'imposent en exerçant les pouvoirs du maître de l'ouvrage et notamment :

- arrêter le chantier
- faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à :

- une remarque verbale
- une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste

- une remarque en réunion de chantier avec mention sur le registre journal en cas d'absence de réaction
- une demande d'arrêt partiel ou total de chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention au registre journal.

7.4.5. Mesures de sécurité particulières aux risques d'interférence entre les travaux, objet du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées

Le titulaire de l'accord-cadre est informé qu'en cas d'accident d'un personnel de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées, il doit prévenir immédiatement le chef de l'organisme utilisateur et le médecin de prévention de cet organisme.

Les contacts seront transmis lors de la période de préparation de chaque bon de commande.

Accident du travail :

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

7.4.5.1. Fournitures de données nécessaires à l'élaboration de statistiques relatives aux chantiers

Ces statistiques concernent le nombre d'heures de travail, le nombre d'accidents avec arrêt y compris les accidents graves et les décès, le nombre de décès et le nombre de journées perdues.

L'entreprise titulaire du marché ou de chaque corps d'état devra renseigner un tableau récapitulatif remis dès la notification du marché. Cet état tiendra compte des travaux sous-traités et sera retourné avec le dernier projet de décompte si le marché se termine avant la fin de l'année, soit remis début janvier si le marché est pluriannuel.

7.4.5.2. Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds – permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc. ..., le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu.

L'entrepreneur devra obligatoirement effectuer une ronde deux heures après tous les travaux par points chauds.

b) Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marché,
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

7.4.5.3. Mesures à prendre par l'entreprise chargée de l'électricité

Le personnel de l'entreprise chargée des travaux d'électricité doit :

- détenir le recueil UTEC 18.510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention,
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification,
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

7.4.5.4. Mesures en cas de climatisation du chantier

Quand les conditions climatiques l'exigeront, la décision de climatisation de certains locaux sera prise par le titulaire du marché ou du lot correspondant.

7.4.6. Pertes et avaries

En précision de l'article 17.1 du C.C.A.G Travaux, le titulaire n'aura droit à aucune indemnité sur des travaux dont le maître d'œuvre demanderait la démolition du fait qu'ils auraient été entrepris sans son visa.

7.4.7. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

7.5. Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le représentant de l'acheteur procède au paiement des prestations, objet de prix provisoires, suite à la conclusion d'un avenant.

Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel des travaux, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu la décision de les poursuivre prise par l'acheteur.

7.6. Exécution des prestations en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique

I – Clauses environnementales

Clause livrables :

Tous les documents mis à disposition du représentant de l'acheteur seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

Déchets :

Afin de limiter au maximum la quantité de déchets produite, le traitement in situ et sur site ainsi que la revalorisation et la réutilisation des terres excavées faiblement polluées hors site conformément au guide édité par le ministère en charge de l'écologie seront privilégiés.

Clause de réemploi

Les barrières et clôtures de chantier, ou leurs composantes, seront autant que faire se peut issues du réemploi. Les matériaux inutilisés de précédents chantiers, à l'état neuf et en accord avec les prescriptions techniques énoncées au CCTP bénéficieront au présent marché.

Les emballages des matériels de construction seront issus d'un processus écoresponsable.

II – La charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 :2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information :
Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> .

8. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

8.1. Réception

Chaque bon de commande fera l'objet d'une réception.

La réception constitue le point de départ :

- du délai de garantie tel qu'il est défini à l'article 9 ci-après,
- des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de :

- la vérification de la bonne réalisation des travaux ;
- l'exécution concluante des contrôles, essais et épreuves définis au CCTP ;
- l'exécution concluante des contrôles, essais et épreuves définis au bon de commande concerné.

8.1.1. Contrôle et réception des travaux

Le contrôle et la réception des travaux sont précisés à l'article 2.5 – Contrôle et réception des travaux du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

8.1.2. Opérations préalables à la réception :

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

8.1.3. Levée des réserves

Les retards constatés dans la levée des réserves feront l'objet d'une pénalité de retard fixée à l'article 4.3 du présent CCAP.

8.1.4. Documents fournis après exécution.

Les documents à fournir par le titulaire au maître de l'ouvrage après exécution sont précisés à l'article 2.5 – Contrôle et réception des travaux du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le « rapport de fin de travaux » devra être remis à la date de la demande de réception par le titulaire sous peine d'application des pénalités et de la retenue provisoire prévues à l'article 4.3. du présent document.

8.2. Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le SID IDF peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du SID IDF qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux

stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, ou si le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service d'achat qui lui a notifié le marché.

9. GARANTIES

9.1. Garanties générales

Les garanties ci-après sont applicables au présent accord-cadre.

9.1.1. Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG travaux, et sous réserves que ces travaux et prestations aient bien été signalés à l'entreprise durant le délai d'un an, à compter de la date d'effet de la réception, ce délai est tacitement prolongé jusqu'à la constatation, par le maître d'œuvre, de l'exécution complète de ces travaux et prestations et uniquement pour ceux-ci, que cette garantie soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

9.1.2. Garantie décennale

Conformément aux principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, la garantie décennale couvre tout désordre affectant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination. Le délai de garantie est de dix (10) ans à compter de la réception.

10. OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

10.1 Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement des travaux, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ; au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 8.1.3 du C.C.A.G Travaux.

- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil, dans les conditions mentionnées aux articles A.243-1 et suivants du Code des assurances.

A défaut, le titulaire peut fournir une attestation d'assurance personnalisée dans laquelle l'assureur certifie que son client est bien assuré pour tous travaux, objet du marché ou du corps d'état notifié.

10.2 Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin de travaux du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra faire l'objet des pénalités prévues à l'article 4.3 et être résilié aux torts du titulaire.

La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, font l'objet d'une modification unilatérale par le maître d'ouvrage dès lors que cette évolution fait peser sur le titulaire une charge reconnue par les textes comme due par le maître d'ouvrage partiellement ou totalement.

11. RESILIATION – INTERRUPTION DE TRAVAUX

Résiliation de l'accord cadre

La résiliation éventuelle du contrat aura lieu selon les stipulations des articles 50 à 52 du C.C.A.G travaux et dans le respect des dispositions de l'article 53 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera versée au titulaire, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Suite à résiliation et en application des dispositions de l'article 52 du CCAG Travaux, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le bon de commande aux frais et risques du titulaire du présent accord-cadre.

Annulation d'un bon de commande et indemnisation des frais

En cas d'annulation du fait l'administration des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, celle-ci reste redevable des frais réels engagés par le prestataire spécifiquement pour l'exécution des prestations annulées sous réserves de transmission des justificatifs correspondants dans le cadre d'un mémoire en réclamation dans les conditions de l'article 55 du CCAG Travaux, relatif aux différends entre les parties. Cette indemnisation ne pourra pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire.

Si l'annulation du bon de commande fait suite à une faute du titulaire, ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation.

L'annulation du bon de commande doit être adressée au titulaire par décision du signataire du bon de commande selon les modalités des articles 1.5.1 et 1.8.5 du présent CCAP.

12. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE MARCHE

Périmètre géographique

Si le périmètre du présent accord-cadre change (suppression ou ajout d'établissement, nouvelle emprise), les prix de l'accord-cadre ne pourront être modifiés, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Toute autre modification du présent accord-cadre fera l'objet d'un avenant.

Modification réglementaire

En cas de modification des contraintes réglementaires ayant un impact sur les prix des BPU, il sera procédé au réexamen du BPU conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Au vu des devis présentés et de toute preuve démontrant l'augmentation des coûts pour la société ou l'ajout de prestations nécessaires à la conformité à la nouvelle réglementation, et au terme d'un accord entre les parties, un avenant sera conclu avec chaque titulaire de lot.

13. DIFFERENDS ET LITIGES

A/ Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable conformément à l'article 12.B/ ci-après, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME –

Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr .

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

B/ Règlement amiable et contentieux des différends et litiges

Le règlement des différends et litiges s'opère en application de l'article 55 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article 55.1.1 alinéa 1 du CCAG Travaux, le mémoire en réclamation est notifié au maître d'ouvrage (et adressé en copie au maître d'œuvre) à l'adresse suivante :

Service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France
Service achats infrastructure
Bureau Litiges Contentieux et Suivi des garanties
Base des Loges
8, Avenue du Président Kennedy
BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE cedex

14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sont explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P :

- 1.7 déroge à l'article 3.7.1 du C.C.A.G Travaux,
- 1.8.2 déroge aux articles 3.8.1, 3.8.2 et 3.8.6 du C.C.A.G Travaux,
- 1.9 déroge à l'article 28.5 du C.C.A.G Travaux,
- 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux,
- 2.3 déroge à l'article 23.1 du C.C.A.G Travaux,
- 3.2.1.1 déroge à l'article 9.1.1 du C.C.A.G Travaux,
- 3.2.2 déroge aux articles 12.2, 12, 12.3, 12.4, 12.1.7 et 12.4.4 du C.C.A.G Travaux,
- 4.3 déroge aux articles 19.2.1, 19.2.3 et 19.2.4 du C.C.A.G Travaux,
- 7.1 déroge aux articles 18.1 et 28.1 du C.C.A.G Travaux,
- 7.2 déroge à l'article 29.1.5. du C.C.A.G Travaux,
- 7.4.4 déroge à l'article 7.2 du C.C.A.G Travaux,
- 7.5 déroge aux articles 13.5, 14.4.2 et 14.4.3 du C.C.A.G Travaux,
- 9.1.1 déroge à l'article 44.2 du C.C.A.G. Travaux,
- 10.1 déroge à l'article 8.1.1 du C.C.A.G. Travaux,
- 10.2 déroge à l'article 6.2 du C.C.A.G. Travaux.
- 11 déroge à l'article 50.4 du C.C.A.G. Travaux.

ANNEXES

- DECLARATION INDIVIDUELLE DE RESPONSABILITE AU TITRE D'UN CONTRAT SENSIBLE ;
- Guide de démarrage SUBCLIC – déclarer un sous-traitant.